

# LE 14 DECEMBRE, ON Y VA... POUR NOTRE POUVOIR D'ACHAT ET LA JUSTICE SOCIALE

On assiste aujourd'hui à une explosion de colère en France : des autoroutes et des ronds-points bloqués, des groupes de salariés, de jeunes, de retraités se coordonnent et se relayent dans ces actions. Ce mouvement exprime une colère légitime contre la hausse du coût de la vie et du prix des carburants, contre la multiplication des taxes injustes qui pèsent sur les plus modestes, contre la politique de Macron

qui détruit les services publics de proximité, désertifie les campagnes et fait de la ville un luxe pour la grande majorité d'entre nous.

80% de la population soutient le mouvement des gilets jaunes. Beaucoup mettent en avant un gilet jaune sur le tableau de bord de leur voiture, maintenant cela doit aussi se traduire par des actions de grève dans tous les secteurs public et privé.

## TOUS ENSEMBLE, NOUS POUVONS GAGNER SUR NOS REVENDICATIONS SALARIALES ! ET C'EST... MAINTENANT !

Aspirer à mieux vivre, s'épanouir dans son travail, et après son travail, sont des aspirations légitimes pour tout salarié, jeune, privé d'emploi et retraité.

La garantie de la Sécurité sociale, des retraites et des services publics dépend du niveau des salaires. Il faut redonner toute sa valeur et sa place au Travail ! La France est dans le top 3 du versement des dividendes aux actionnaires. Il est urgent de redistribuer les richesses créées par le travail aux

salariés, jeunes, privés d'emploi et retraités.

### **Avec la CGT, agissons pour être écoutés !**

Comme les salariés du privé, les agents de la fonction publique voient leur pouvoir d'achat en berne. La combinaison du gel du point d'indice et de l'augmentation du taux de cotisation retraite entraîne, depuis 2010, un manque à gagner mensuel estimé à 200 € pour un agent C de fin de carrière, 300 € pour un agent B, 400 € pour un A.

**La CGT FIP 73 appelle l'ensemble des agents à s'inscrire dans la journée de grève du 14 décembre et à participer massivement à la manifestation à CHAMBERY, à 14h devant le palais de justice**

**Pour l'avenir de nos enfants, c'est dans la rue que cela se gagne !**

- Augmentation immédiate et générale des salaires dans le privé comme dans le public
- Augmentation immédiate des pensions avec indexation sur les salaires
- SMIC à 1800 euros
- Baisse drastique des taxes indirectes (TICPE, TVA...)
- Suppression immédiate de la CSG et rétablissement des cotisations patronales
- Rétablissement et alourdissement de l'impôt sur la fortune (ISF)

**Avec la CGT continuons la lutte, partons en grève dès maintenant et investissons les rues le 14 décembre contre la politique de Macron**

---

# SUITES AUX ANNONCES D'EMMANUEL MACRON

## Arnaque au plus haut niveau : des mauvaises réponses à la colère sociale

---

Communiqué de la confédération CGT le 10 décembre : « Emmanuel Macron et son gouvernement n'ont toujours rien compris : le cap libéral et l'austérité sont maintenus. Dans une allocution enregistrée de 13 minutes, le président de la République s'est livré à un véritable exercice d'enfumage ! Une opération de communication alliant menaces, misérabilisme et mea culpa hypocrite, dès les premières minutes de son intervention...

Multiplication de tours de passe-passe ; de vieilles recettes d'un vieux monde qui poursuit une politique d'austérité subie depuis 40 ans.

Le président tourne le dos aux revendications légitimes des salariés du privé et du public, des privés d'emplois, des jeunes et des retraités.

- Rien pour le point d'indice des fonctionnaires ; au contraire de graves menaces pèsent toujours sur les services publics.
- Rien pour les jeunes qui subissent des violences et une répression inacceptables. L'inégalité d'accès aux études demeure la règle
- Rien sur les salaires et la reconnaissance des qualifications et de l'expérience professionnelle.
- Rien sur la justice fiscale et rien sur l'ISF et le CICE.
- Rien pour l'augmentation du Smic. Les 100 euros pour les travailleurs payés au smic, sans 1 euro pour l'employeur, ne sont qu'une anticipation de l'augmentation de la prime d'activité, déjà prévue dans le budget du gouvernement.
- Rien pour la revalorisation des pensions limitée à 0,3% alors que l'inflation va dépasser les 2% en 2019.
- Rien pour les privés d'emplois mais, au contraire, la poursuite de la remise en cause de leur indemnisation.
- Rien à payer pour le patronat, une prime de fin d'année au bon vouloir du patronat et défiscalisée ; l'augmentation des salaires compensée par la CSG ; les heures supplémentaires désocialisées. Cap gardé sur les réformes engagées de l'assurance chômage, des retraites et de la réforme de l'État. **Les grands épargnés de ce discours sont les actionnaires, le patronat et les plus riches : aucune contribution ne leur est imposée.**

Pour la CGT, les revendications auxquelles il faut répondre, pour « Un état d'urgence économique et social », sont : l'augmentation immédiate du Smic, des salaires, des pensions, du point d'indice dans la fonction publique, plus de justice fiscale, le rétablissement de l'ISF, l'exigence des négociations sur les salaires dans les entreprises, des services publics qui répondent aux besoins, la relance de la politique industrielle.

Au final, un discours pour rien pour toutes celles et ceux qui ont du mal à vivre au quotidien.

La CGT appelle à poursuivre les mobilisations et à agir par des grèves dans les entreprises et des manifestations, le 14 décembre, à partir des revendications avec les salariés. »



### Du pognon, il y en a !

Où est parti l'argent créé grâce au travail des salariés ? Dans les années 80, on assiste à un véritable décrochage de la part des salaires par rapport aux richesses créées dans les entreprises.

Les dividendes des actionnaires des sociétés du CAC40 ont augmenté 3 fois plus vite que les salaires. En 2017, les plus grosses entreprises Françaises ont eu des bénéfices records (93 milliards). Depuis 2009, 2/3 des bénéfices vont aux actionnaires, 1/3 est investi, les salariés n'ont touché que 5,3 % de participation ou d'intéressement.